

Le problème de l'eau en Israël/Palestine

Les grands mythes fondateurs des Juifs et des Arabes parlent de l'eau. Le Coran fait référence à l'élément liquide comme stade initial de la création du monde. Dans la Bible, la puissance symbolique attachée à l'eau se retrouve investie dans les fleuves, et particulièrement le Jourdain, perçu comme l'un des épïcêtres de la manifestation divine. Cela se retrouve dans le rapport qu'entretiennent les populations à leur terre.

Par exemple, le kibboutz, un des mythes fondateurs d'Israël consiste en une exploitation agricole collective marquant le lien des pionniers à leur Terre Sainte, à la fois une exploitation et une défense du sol contre leurs ennemis. Ainsi, l'eau occupe une place spéciale dans l'imaginaire des Juifs, en lien avec le mythe de cette agriculture pionnière.

Dans une région aride, tel que le Moyen Orient, l'eau devient de plus une ressource rare, ce dont souffre particulièrement Israël puisqu'elle dispose de 300m³/hab/an de précipitation (en dessous de la fourchette critique de 500m³/an/hab.).

Afin de subvenir à ce déficit, Israël a entrepris de s'approvisionner en eau par la technique, par la force militaire et parfois par la diplomatie, souvent chez ses voisins. Ainsi, selon le géographe Aaron Wolf, il y a eu entre 1950 et 2000 1831 litiges dont 21 ont débouchés sur des opérations militaires. Parmi ces 21 litiges, 18 ont été le fait d'Israël

Un des voisins qui souffre le plus de ces conflits, et de l'appropriation en eau de l'Israël est notamment la Palestine.

Bien qu'il y a des précipitations abondantes dans les montagnes de Palestine (500/700mm par an) la Cisjordanie et Gaza ont moins de 200m³/hab.

Ainsi, l'eau est aussi bien une ressource au centre de tensions religieuses que de tensions militaire. Le problème se pose alors du partage des eaux, notamment entre l'Israël et la Palestine. Alors, comment le problème de l'eau a-t-il affecté les politiques israéliennes et palestiniennes ?

I- L'eau, au centre des préoccupations depuis la création d'Israël (1920-1966)

a) Un terrain déjà aplani avant la création officielle d'Israël

Les premiers colons israéliens arrivent au Moyen-Orient et s'installent à l'Est et à l'Ouest du Jourdain, emplacement privilégié puisque offrant un accès facile à l'eau et ayant une connotation religieuse importante. L'agriculture sioniste nécessite effectivement un fort apport d'eau, ce qui mènera à la création de Mekorot, en 1937, par la mouvance travailliste et l'Agence juive pour approvisionner la vallée de Jezréel, en Galilée. Cette vallée avait vu une communauté paysanne juive s'y installer, créant notamment le premier moshav, qui est une communauté juive agricole composée par des juifs sionistes, nommé Nahalal.

Ainsi, Israël met très tôt en place une stratégie hydrique, du fait de son activité agricole qui requiert de l'eau, et instaure très vite un monopole sur la ressource en eau, 10 ans avant sa création officielle.

b) Le bassin du Jourdain et le plan Johnston

Un des premiers lieux d'approvisionnement en eau des colons est donc le Jourdain.

Le bassin du Jourdain, traverse la Cisjordanie et Gaza et Israël. C'est un bassin endoréique, c'est-à-dire qui ne se jette pas dans la mer. Ainsi, toute eau puisée ou détournée en amont réduit le niveau de la mer Morte.

Le Jourdain constitue sa principale source d'eau. Né au Liban, le fleuve se dirige du Nord au Sud et reçoit trois affluents majeurs. Il traverse le lac de Tibériade, grande réserve d'eau douce d'Israël, avant de se jeter dans la mer Morte.

Le bassin du Jourdain intègre aussi des aquifères souterrains localisés notamment sous les collines de Cisjordanie, et entre Haïfa et Gaza.

Le bassin du Jourdain est partagé entre quatre pays : Israël, Jordanie, Syrie et Liban, auxquels il faut ajouter les territoires palestiniens de Cisjordanie.

Une telle affluence de pays aux mêmes endroits supposent des tensions, voir des conflits.

Dans la peur de ces derniers, le gouvernement américain propose en 1953 le plan Johnston. La conclusion de cet accord à l'échelle du bassin du Jourdain, aurait eu pour objectif de tenter de favoriser la coordination entre les usages respectifs. Mais Israël refuse de signer l'accord, tandis que la Ligue arabe décide de rejeter tout accord sur le partage de l'eau dans le bassin du Jourdain tant qu'un accord politique n'aura pas réglé la question palestinienne. Effectivement, la Palestine est en difficulté face à Israël, notamment dans la compétition en eau.

c) Le début du monopole israélien sur la ressource en eau

De 1959 à 1964, se construit un aqueduc national nommé National Water Carrier of Israël. L'eau du plateau syrien du Golan se déverse dans le lac de Tibériade, la plus grande réserve d'Israël, et est ensuite distribuée par le National Water Carrier vers Israël, et notamment vers le désert du Néguev. Ce désert est vu comme un lieu fort de la vision sioniste, car c'est un endroit sec et désolé dont il convient de revitaliser et recultiver les terres, afin d'y installer une présence juive ferme.

Ainsi, en 1964, 80 % de l'eau du NWC était vouée à l'agriculture et 20 % à l'eau potable.

Cependant, l'écoulement du Jourdain est empêché par la construction d'un barrage au sud du lac de Tibériade. A partir de ce barrage, l'eau est déviée vers l'aqueduc national (avec un système de 130km de long).

Cela suscite un mécontentement, notamment de la population palestinienne. Ce mécontentement mènera, en janvier 1965, au premier attentat du Fatah (organisation luttant pour la libération de la Palestine) contre l'aqueduc, pour tenter de saboter l'installation. Cet attentat augmente d'encore plus des tensions déjà exacerbées, qui vont exploser lors de la guerre des six jours, gagnée par Israël, ce qui va lui offrir une liberté plus importante sur les ressources en eau.

II- Le début d'une domination israélienne (1967-1992)

a) La guerre des Six jours

Des suites de la construction de la construction du NWC, les tensions entre Israël et ses voisins (notamment la Syrie) augmentent sur la question de l'eau (plan de dérivation des eaux du Jourdain, menace de l'état arabe de construire des barrages sur les affluents du Jourdain), menant inévitablement à la guerre des six jours qui a officiellement débuté le 5 juin 1967, mais qui aurait débutée, pour certains experts, 2ans et demi plus tôt, le jour où Israël est intervenue contre ce détournement des eaux du Jourdain par la Syrie. + Guerres de l'eau (invasion israélienne de 1982 au Liban contre l'OLP, suite de 1978 → offensive pour le contrôle de la rivière Litani)

En Israël, les prélèvements annuels s'élèvent à 1900-2000 millions de m³, ce qui dépasse de 8 à 14% les ressources brutes disponibles. S'approvisionner en eau devient une nécessité, ce pourquoi, des suites de la guerre des six jours, Israël accapare les ressources en eau. L'accès aux eaux du Jourdain a été interdit pour des raisons militaires, et des terres ont été prises le long de la rivière, à des buts agricoles. Cela crée des tensions entre les colonies israélienne et les palestiniens en Cisjordanie → Israël veut conserver le contrôle des ressources en eau de la Cisjordanie (90 % sont utilisées à son profit) et du Golan pour approvisionner ses colonies.

b) Mesures prises pour prendre le contrôle de l'eau

Une loi israélienne de 1959 stipule que l'eau est une propriété publique soumise au contrôle de l'état. En 1967, ce concept est agrandi pour englober les Territoires occupés déclarée « ressource stratégique sous contrôle militaire »

1967 → Israël met en place des mesures pour empêcher de trop forts prélèvements palestiniens dans les aquifères de la montagne (tout permis de forage doit être délivré par l'état hébreu). De ce fait, aucun puits palestinien n'a été foré dans l'aquifère occidental entre 1967 et 1995, puisque Israël n'a pas accordé/autorisé de permis.

1975 → Mesure contrôle de l'irrigation palestinienne par les israéliens (moins de 10 % des terres agricoles palestiniennes sont irriguées, contre 45 % en Israël).

c) Participation des sociétés israéliennes pour appuyer sa domination

→ Distributeur d'eau potable en Cisjordanie (West Bank Water Development) est sous contrôle israélien. Les palestiniens payent des impôts à l'Israël pour développer leur réseau d'eau potable. Les travaux promis n'ont cependant pas encore commencés, puisqu'au début des années 1980, plus de 200 villages n'étaient pas encore connectés au réseau (achat de l'eau à des vendeurs dans des conditions aléatoires).

1982 → Implantation de la société Mekorot en Cisjordanie, permettant l'approvisionnement des colonies depuis l'aquifère oriental. Vend aussi de l'eau aux localités palestiniennes connectées à son réseau, entraînant une dépendance, alors même que le service rendu est instable, puisque durant certains étés l'eau de certains villages est coupée. Cela est dû au fait que les canalisations destinées aux palestiniens est branchée sur le haut des citernes, et celles des colonies sur le bas, ce qui fait qu'au bout d'un certain seuil, quand il y a une forte demande en eau ou une sécheresse, les canalisations palestiniennes sont les premières à s'assécher. Lorsque cela arrive, les localités palestiniennes trouvent de l'eau à des sources polluées, ou s'appuient sur des livraisons en camion.

Ainsi, à la veille des accords d'Oslo II (28 septembre 1995), le partage des eaux Israël/Palestine est très déséquilibré : 80 % des eaux des nappes vont à Israël, alors que l'aire de captage des eaux se situe à 75 % en Cisjordanie.

III- Des accords ne résolvant pas le problème de l'eau et faisant faire apparaître de nouveaux problèmes (1993-2000s)

a) Accords d'Oslo (I+II)

Accords d'Oslo = ensemble d'accords conclus entre Israël et Palestine pour fixer les règles de la mise en place de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, signés le 13 septembre 1993. L'OLP « reconnaît le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité » et l'état d'Israël reconnaît l'OLP « comme le représentant du peuple palestinien ». La question de l'eau n'a pas pu être réglée dans le troisième volet (Oslo II, signé à Washington le 28 septembre 1995), Israël continue d'accaparer cette ressource.

Avec l'accord hydraulique de 1995, l'exploitation de chaque aquifère est fixée en fonction de proportions fixées entre chaque pays.

Le partage de l'aquifère oriental, décidé des suites d'Oslo II, est inéquitable (78 % pour les israéliens et 22 % pour les Palestiniens). Durant ses accords, il a été reconnu à Mekorot la possibilité de prélever de l'eau dans la partie palestinienne de l'aquifère pour ensuite la revendre aux villes et villages palestiniens. Ces villages sont donc toujours à l'écart de tout réseau, bien que dans l'appendice B de l'accord de Taba (Oslo II), l'article 40 indique « Israël reconnaît les droits de l'eau des Palestiniens en Cisjordanie ».

De plus, ces accords reconnaissent la tutelle israélienne dans le système décisionnaire hydraulique de Cisjordanie. L'Autorité palestinienne de l'eau (PWA), créée dans le cadre des accords d'Oslo II est soumise à un comité mixte, qui comprend un droit de veto israélien. + Dans les zones C (qui représentent 60 % de la Cisjordanie, zones sous contrôle israélien), l'institution palestinienne est aussi

soumise au Haut Comité à la planification de l'administration civile d'Israël, qui porte l'avis de 15 ministères.

b) Une domination qui s'effectue aux dépens des palestiniens : tensions en Cisjordanie

Importantes restrictions à l'accès à l'eau pour la population palestinienne qui est soumise à des quotas, qui doit obtenir une autorisation spéciale des autorités militaires israéliennes pour creuser tout nouveau puits 17 demandes sur 79 auraient été approuvées, et encore moins auraient été effectivement réalisées. doit payer son eau agricole au prix de l'eau potable, soit un prix quatre fois supérieur à ce que payent les colons israéliens profitant d'un système de subventions.

1998 : Projet israélien prévoyant d'annexer une bande de 20km le long du Jourdain en Cisjordanie, ce qui aurait isolé les hauteurs de la Cisjordanie de tout accès au fleuve.

1999 : Ariel Sharon, ministre des Affaires étrangères, déclare qu'Israël doit garder une frontière à l'Est le long du Jourdain, à l'Ouest le long des collines de Cisjordanie, mais aussi contrôler les routes qui traversent la Cisjordanie et « les sources de l'aquifère ».

2002 : Construction d'un mur le long de la Ligne Verte, c'est à dire la ligne d'armistice de 1949, entre Israël et la Cisjordanie. Son but est d'empêcher les attentats palestiniens contre Israël, mais une de ses conséquences est de désorganiser les systèmes d'irrigation palestiniens

2006 : « Plan de convergence » israélien. Objectif → Impérativement conserver le bassin intérieur du Jourdain, et la partie orientale de l'aquifère des montagnes en Cisjordanie.

Reconnaître la souveraineté de l'Autorité palestinienne est impossible pour Israël, puisque cette région est indispensable à sa survie (ressources en eau).

c) Une ressource qui s'épuise : le cas de Gaza

En se penchant sur le cas de la bande de Gaza → la ressource en eau est beaucoup plus limitée, les eaux de surfaces rares, et le wadi Gaza (qui descend des hauteurs d'Hébron pour ensuite se jeter dans la mer Méditerranée) a été en grande partie asséché par les prélèvements israéliens en amont. Sa nappe souterraine fournie de l'eau, mais de manière insuffisante (production en eau inférieure aux besoins, prélèvements supérieurs au niveau de recharge). En conséquence, le niveau de la nappe diminue de 20/30cm par an, fait face à des intrusions d'eau marine importantes, augmentant le niveau de salinité et nuisant au rendement agricole.

Forages profonds effectués par les colonies juives diminuent le niveau de l'aquifère, à l'introduction d'eau de mer, créant une salinité progressive dépassant les 500mg/l (norme maximale fixée par Organisation Mondiale de la Santé (=OMS) est fixée à 250mg/l

Alors qu'Israël a multiplié les actions agressives voir envahissantes, alignées sur sa politique sioniste, la Palestine subit ces agressions. En conséquence, ses ressources en eau diminuent peu à peu, et son accès devient de plus en plus compliqué. Malgré des accords, le partage reste inégal, largement dominé par Israël. Un nouveau problème se pose alors, la diminution et l'épuisement des ressources en eau au fil des années, ce pourquoi Israël se tourne maintenant vers la construction d'usines de dessalement pour palier à cette diminution. Cependant, les palestiniens sont eux, toujours exclus de cet accès à l'eau.